

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article : 20 de la Partie II

Déposée par Messieurs Santer, Helminger et Fayot (Titulaires, Luxembourg) et M. Schmit (Suppléant, Luxembourg)

---

#### Article 20

1. ~~Remplissant~~ S'engageant à remplir des critères de capacités militaires élevés et ~~souhaitant entreprendre à souscrire entre eux~~ des engagements plus contraignants en cette matière en vue des missions plus exigeantes, les États membres, ~~dont la liste figure à la déclaration X annexée à la Constitution,~~ instaurent entre eux une coopération structurée renforcée au sens de l'article 30, paragraphe 6 de la Partie I de la Constitution. ~~Les critères et les engagements en matière de capacités militaires que ces États membres ont définis sont repris dans la même déclaration.~~
  - ~~2. Si un État membre souhaite participer à cette coopération à un stade ultérieur, en souscrivant aux obligations qu'elle impose, il informe le Conseil européen de son intention. Le Conseil restreint de la coopération structurée statue sur la demande de l'État membre en question.~~
  - ~~3. Seuls les États membres participant à la coopération adoptent des décisions relatives à l'objet de la coopération. Le Ministre des Affaires étrangères assiste aux délibérations. Les autres États membres sont dûment et régulièrement informés du développement de la coopération par le Ministre des Affaires étrangères.~~
  - 4.2. Le Conseil peut confier aux États participant à cette coopération la réalisation, dans le cadre de l'Union, d'une mission visée à l'article 17 de ce Titre.
- 

#### Explication éventuelle :

Comme il a déjà été suggéré pour d'autres dispositions de ce titre, les dispositions générales sur les coopérations renforcées devraient s'appliquer et donc certains éléments de cet article deviennent inutiles (utilisation des institutions de l'Union, procédure d'entrée dans la coopération, ...).

Cette coopération renforcée devant être ouverte, il ne semble pas opportun de fixer dans la Constitution (fut-ce dans une déclaration y annexée) la liste des États membres participants ni les critères. La coopération renforcée en question pourrait s'intituler UESD « Union Européenne de

